

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Tous les députés, j'en suis sûr, à commencer par nous de ce côté-ci de la Chambre, ont écouté avec un vif intérêt les propositions du premier ministre. Quelques-unes d'entre elles, si je comprends bien, seraient peu compatibles avec le Règlement de la Chambre. Nous allons, bien entendu, nous mettre immédiatement à l'étude de ces propositions, à titre de membres de l'Opposition, en tenant compte des responsabilités qui nous incombent, à ce titre, à l'égard du pays et du Parlement, désireux que nous sommes de collaborer avec le gouvernement dans le cadre du Règlement qui protège les droits et la liberté des députés ainsi que les droits et la liberté du peuple.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, notre groupe est heureux d'apprendre que la Chambre sera saisie, semble-t-il, des questions vraiment importantes qui sont de son ressort. Toutefois, à la lumière des observations que vient de faire le premier ministre, je tiens à lui signaler que la collaboration de tous les partis ne suffira pas; il faudra en outre que le gouvernement poursuive et mène à bonne fin le travail que nous aurons entrepris.

Quand nous discuterons de tout cela entre nous, à la lumière des rapports que nos leaders à la Chambre nous ont déjà transmis, j'espère que nous aurons l'assurance de pouvoir vraiment progresser dans les travaux qui ont été annoncés. Je tiens à assurer au premier ministre que, de notre côté, nous ne demandons pas mieux que de nous mettre sérieusement au travail et de collaborer dans la mesure du possible. Il y a certainement beaucoup à faire. Nous ne sommes pas sans savoir qu'avant de passer à l'étude d'un nouveau budget, il faut liquider les motions de subsides du dernier budget. Il faut également régler la question des crédits provisoires. C'est là une question d'importance vitale. J'espère que la Chambre pourra vraiment se mettre à l'œuvre en cette nouvelle année. Nous sommes disposés à collaborer pleinement afin d'atteindre ce but.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, les propositions que le premier ministre vient de faire ont été communiquées, sauf erreur, aux whips des divers groupes à une réunion qui a eu lieu ce matin. On n'a pas eu l'occasion de transmettre ces vues, pas à moi du moins, ni, je pense, aux chefs des autres groupes; les membres de la Chambre n'ont certes pas eu l'occasion de les discuter. Il faudra à mon avis fournir cette occasion avant qu'une décision puisse être prise.

Je tiens à signaler, monsieur l'Orateur, au nom de mon parti, que les propositions faites demandent, de la part des membres

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

de la Chambre, une abdication de leurs droits et responsabilités. Il reste encore à examiner cinq motions de subsides, qui ont leur importance dans notre régime parlementaire. A part deux ou trois ministères dont nous avons commencé l'examen des crédits, il nous reste encore à examiner les crédits de tous les ministères. Cet examen n'a pas seulement pour objet d'adopter des sommes d'argent mais de procurer aux députés l'occasion d'interroger les ministres au sujet de la ligne de conduite et des programmes de leurs ministères, et d'avoir une idée de la marche du ministère. On nous demande de faire abstraction de tout cela et d'adopter en bloc de grosses sommes d'argent sans avoir l'occasion d'examiner à fond le travail qu'accomplissent les ministères. Pensons, à titre d'exemple, au ministère de la Défense. On nous propose maintenant un débat de deux jours sur la défense et les affaires extérieures. Ce débat doit-il tenir lieu d'occasion d'interroger à fond au comité des subsides les ministres en cause afin d'obtenir des renseignements au sujet de leurs ministères? C'est là le genre de renseignements dont nous avons besoin.

Je dois dire qu'à mon avis, c'est là une chose encore jamais vue que de demander à des députés de renoncer dans une telle mesure à leurs responsabilités sans leur donner beaucoup plus de chance de discuter, d'un groupe à l'autre, qu'on ne leur en a donné jusqu'ici. Nous aimerions à étudier cette proposition et à en discuter avec le leader de la Chambre, et sur le parquet de la Chambre, lorsque le Parlement sera saisi de la question.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je ne répondrai pas, monsieur l'Orateur, à ce que vient de dire l'honorable député, mais je dirai cependant qu'il ne s'agit pas de renoncer à quoi que ce soit. Je demande l'assentiment de la Chambre.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE CONCERNANT LES RÉUNIONS DE NASSAU

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois que je devrais à présent faire une déclaration au sujet de ma rencontre avec le président Kennedy et le premier ministre Macmillan. A Nassau, avant Noël, j'ai eu des entretiens avec le président des États-Unis et le premier ministre Macmillan sur les graves questions de principe avec lesquelles l'alliance occidentale est aux prises dans les domaines de sa politique et de sa défense. J'ai eu aussi d'amples discussions avec M. Macmillan sur